

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 6 décembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "exécutant la directive du Conseil des Communautés européennes (91/440/CEE) du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires", a donné le 11 décembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 6 december 1996 door de Minister van Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen (91/440/EEG) van 29 juli 1991 betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap", heeft op 11 december 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"De dringendheid bedoeld bij artikel 84, alinea 1 - 2°, wordt gemotiveerd door het feit dat de Commissie van de Europese Unie van de omzetting van de richtlijn 91/440 naar Belgisch recht een voorwaarde maakt om een beslissing aan te nemen waarbij wordt erkend dat de oprichting van een maatschappij voor financiering van de investeringen voor de HST, zoals door de Regering is beslist, geen met de gemeenschappelijke markt onverenigbare staatshulp bevat, terwijl deze beslissing van de Commissie terzelfdertijd de oprichting van deze maatschappij conditioneert, oprichting die op korte termijn onontbeerlijk is om aan de NMBS de financiering te verschaffen, voorzien voor de HST-werken in het raam van haar herstructureringsplan "objectief 2005".

*

*

*

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 84 précité des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations suivantes :

.../...

OBSERVATION GENERALE.

L'article 7, point 1, alinéa 2, de la directive 91/440 dispose que les Etats membre "veillent à la définition des normes et des règles de sécurité et au contrôle de leur application".

Transposant cette disposition, l'auteur du projet a pris l'option de confier cette tâche, à l'exclusion de toute autre autorité publique, au "gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire", c'est-à-dire la S.N.C.B. qui, comme le prévoient les articles 2, 3, 5 et 6 du projet, serait habilitée, d'une part, à fixer, dans des "règlements", les normes et les règles afférentes à la sécurité de l'infrastructure et, d'autre part, à veiller à leur application, ces "règlements" ainsi que leurs mises à jour devant être communiqués au personnel de la S.N.C.B. et à celui des compagnies étrangères circulant sur le réseau belge et être transmis au ministre compétent ou à son délégué qui pourrait, lorsque la sécurité le requiert, imposer au gestionnaire de modifier leur contenu.

En tant qu'il habilite la S.N.C.B. à élaborer des dispositions qui revêtiraient un caractère réglementaire, ce procédé n'est pas constitutionnellement admissible.

En effet, un pouvoir réglementaire autonome ne peut être accordé à des organismes qui ne sont pas politiquement responsables devant les chambres législatives; il faut, à

.../...

tout le moins, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat (1), qu'un membre du Gouvernement assume la responsabilité politique des règlements pris par ces organismes, par exemple par la technique de l'approbation, pour que les dispositions adoptées aient force obligatoire pour les administrés (2).

La circonstance que, suivant l'article 6, alinéa 3, du projet, le ministre ou son délégué pourrait imposer au gestionnaire l'obligation de prendre des mesures complémentaires en rapport avec la sécurité du réseau, ne permet pas de considérer que le ministre serait politiquement responsable des règlements pris par ce gestionnaire, d'abord parce qu'il ne s'agirait, pour le ministre, que d'imposer des règles complémentaires, ensuite parce que son délégué, non politiquement responsable, pourrait aussi imposer ces règles.

(1) Voir notamment l'avis L. 21.755/2, Doc. Sénat 92/93, n° 616/1 du 15 janvier 1993, pp. 2 à 6, ainsi que les arrêts n° 54.133 du 30 juin 1995, Association belge des médecins-conseils d'assurances, et n° 54.802 du 16 août 1995 REISINGER et PICARD.

(2) Les règlements pris par la S.N.C.B. auront un caractère obligatoire, non seulement à l'égard de catégories de personnes, comme les compagnies étrangères, les membres du personnel opérant sur le réseau (voir, notamment les articles 16 et 17 du projet), mais également à l'égard des usagers, voire de tiers qui pourraient invoquer les dispositions réglementaires pour mettre en cause la responsabilité, notamment, du gestionnaire ou des compagnies ferroviaires autorisées à circuler sur le réseau belge.

Au demeurant, les règlements adoptés par le gestionnaire ne seraient pas, suivant le texte en projet, publiés dans le respect des formes légales; ils seraient seulement communiqués à certains intéressés, à savoir les membres du personnel de la S.N.C.B. et ceux des compagnies étrangères.

Les dispositions précitées du projet doivent être fondamentalement revues à la lumière de la présente observation.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Articles 9 à 11.

L'article 8, alinéa 1er, de la directive 91/440 énonce que "le gestionnaire de l'infrastructure applique une redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire dont il assure la gestion".

L'arrêté en projet indique, à cet égard :

- qu'à l'occasion de tous les parcours des trains, y compris les parcours à vide, une redevance est due pour l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire par les entreprises ferroviaires et les regroupements internationaux (article 9) et que "les modalités de fixation de la redevance" seront ultérieurement définies par le Roi après avoir pris l'avis du gestionnaire de l'infrastructure" (article 10);

.../...

- qu'en outre, la fourniture d'énergie et les prestations ou interventions particulières de quelque nature qu'elles soient, effectuées "notamment (par le) gestionnaire", feront l'objet d'une rémunération spécifique" (article 11).

Ces dispositions en projet appellent les observations suivantes :

1. Telles qu'elles sont libellées, ces dispositions ne permettent pas de préciser si la redevance envisagée sera bien la contrepartie exacte du service rendu comme le veut l'article 8, alinéa 2, de la directive qui dispose :

"La redevance d'utilisation, qui est calculée de manière à éviter toute discrimination entre entreprises ferroviaires, peut notamment tenir compte du kilométrage, de la composition du train ainsi que de toute contrainte particulière due à des facteurs tels que la vitesse, la charge de l'essieu et le niveau ou la période d'utilisation de l'infrastructure".

S'il n'en était pas ainsi, l'attention est attirée sur le fait que les mesures apparaîtraient comme des impôts et qu'il conviendrait de respecter l'article 170, § 1er, de la Constitution qui réserve au législateur le pouvoir d'établir les impôts.

L'attention est également attirée sur ce qu'en vertu de l'article 1er de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par

.../...

voie navigable, modifiée par les lois du 21 juin 1985 et du 28 juillet 1987, il s'imposera, lorsque le Roi déterminera le montant de la redevance et les divers éléments relatifs à son établissement et à sa perception, que le ou les arrêtés royaux qu'Il prendra fassent aussi l'objet d'une délibération en Conseil des ministres, car ces arrêtés constitueront, au même titre que le présent arrêté, une transposition de la directive.

2. Selon les explications fournies par les délégués du ministre, l'article 11 du projet tend à permettre à la S.N.C.B. de facturer aux utilisateurs du réseau belge des prestations spécifiques, lesquelles ne seraient pas incluses dans la redevance. Il est précisé à cet égard, que ces prestations spécifiques seraient facturées sur une base contractuelle.

Outre que semblables facturations ne sont pas prévues par la directive, la circonstance qu'elles se feraient en exécution d'une convention rend superflue la disposition.

Si les auteurs du projet entendaient la maintenir, elle devrait, à tout le moins, être revue pour préciser que les prestations spécifiques visées ne sauraient être facturées sur une base autre que contractuelle, en vue de traduire exactement les intentions desdits auteurs et d'éviter ainsi des difficultés d'interprétation.

.../...

Article 14.

De l'accord des délégués du ministre, il convient de préciser que les conditions visées par cette disposition sont relatives à la "sécurité" de l'infrastructure.

Article 15.

Elaborée sur pied de l'article 7, point 1, alinéa 2, de la directive 91/440, cette disposition tend à conférer un important pouvoir de police administrative à la S.N.C.B., laquelle se verrait habilitée à interdire la circulation de tout matériel ferroviaire qu'elle jugerait inapte, notamment au regard de la réglementation internationale.

Le Conseil d'Etat observe, d'abord, que cette délégation de pouvoir à la S.N.C.B. est consentie sans qu'il soit fait référence à une disposition précise attribuant un pouvoir de police à un ou des organes qualifiés pour décider de l'interdiction envisagée; il constate aussi qu'elle n'est entourée d'aucune garantie procédurale minimale. En outre, les textes servant de base à l'appréciation de l'aptitude du matériel à circuler sur le réseau belge ne sont pas tous identifiés, puisque le terme "notamment" implique que l'énumération n'est pas exhaustive; par ailleurs, selon les explications fournies par les délégués du ministre, le "Traité de l'Union technique des chemins de fer", conclu au siècle passé à une date inconnue, est actuellement "introuvable"; il sert à l'Union internationale des chemins de fer

.../...

pour la conception de fiches techniques, lesquelles règlent l'aptitude du matériel ferroviaire à circuler sur les réseaux; quant au "Regolemento Internazionale Carrozzi" et au "Regolemento Internazionale Veicoli", ils constituent des accords privés entre compagnies de chemins de fer; au surplus, le traité ainsi que les modifications qu'il pourrait avoir subies n'ont apparemment pas fait l'objet d'une procédure d'assentiment et, en ce qui concerne les accords privés, ils n'ont pas été incorporés dans des conventions internationales soumises à une telle procédure; ces textes sont, dès lors, dépourvus de tout caractère obligatoire.

Par ailleurs, si d'autres textes devaient être élaborés à cet égard par la S.N.C.B. elle-même, on se heurterait à l'objection faite dans l'"observation générale".

Article 19.

De l'accord des délégués du ministre, il y a lieu de préciser, en conformité avec la directive 91/440, que les accords techniques visés par cette disposition ont pour objet la régulation et la sécurité du trafic.

.../...

Articles 21 et 23.

Les auteurs du projet veilleront à respecter l'article 3bis, § 1er, alinéa 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en communiquant le texte en projet, avant sa communication au Moniteur belge, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, eerste lid, 2º, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"De dringendheid bedoeld bij artikel 84, alinea 1 - 2º, wordt gemotiveerd door het feit dat de Commissie van de Europese Unie van de omzetting van de richtlijn 91/440 naar Belgisch recht een voorwaarde maakt om een beslissing aan te nemen waarbij wordt erkend dat de oprichting van een maatschappij voor financiering van de investeringen voor de HST, zoals door de Regering is beslist, geen met de gemeenschappelijke markt onverenigbare staatshulp bevat, terwijl deze beslissing van de Commissie terzelfdertijd de oprichting van deze maatschappij conditioneert, oprichting die op korte termijn onontbeerlijk is om aan de NMBS de financiering te verschaffen, voorzien voor de HST-werken in het raam van haar herstructureringsplan "objectief 2005".

*

* *

Overeenkomstig het tweede lid van het voormelde artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft de afdeling wetgeving zich tot de volgende opmerkingen bepaald :

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

Artikel 7, punt 1, tweede alinea, van richtlijn 91/440 bepaalt dat de Lid-Staten "erop toezien dat de veiligheidsnormen en -voorschriften worden vastgesteld en dat de toepassing ervan gecontroleerd wordt".

Voor het omzetten van die bepaling heeft de steller van het ontwerp ervoor geopteerd die taak, met uitsluiting van elke andere overheid, toe te vertrouwen aan de "beheerder van de spoorweginfrastructuur", dat wil zeggen aan de N.M.B.S. die, zoals bepaald in de artikelen 2, 3, 5 en 6 van het ontwerp, de bevoegdheid zou bezitten om enerzijds in "reglementen" de normen en voorschriften inzake de veiligheid van de infrastructuur vast te stellen, en anderzijds op de toepassing ervan toe te zien, waarbij die "reglementen" en de bijwerkingen ervan aan het personeel van de N.M.B.S. en dat van buitenlandse maatschappijen die het Belgische net gebruiken, moeten worden meegedeeld en moeten worden bezorgd aan de bevoegde minister of zijn gevolmachtigde, die, als de veiligheid zulks vereist, de beheerder kan verplichten de inhoud ervan te wijzigen.

Voor zover deze handelwijze de N.M.B.S. machtigt tot het uitwerken van verordeningsbepalingen, is zij uit grondwettelijk oogpunt onaanvaardbaar.

Een autonome verordeningsbevoegdheid mag immers niet worden opgedragen aan organen die aan de wetgevende kamers geen politieke verantwoording verschuldigd zijn;

.../...

volgens de rechtspraak van de Raad van State (1) is op zijn minst vereist dat een lid van de Regering de politieke verantwoordelijkheid voor de reglementen die deze organen uitvaardigen op zich neemt, bij voorbeeld via een goedkeuring, opdat de aangenomen bepalingen voor de bestuurden verbindende kracht hebben (2).

De omstandigheid dat de minister of zijn gevolmachtigde volgens artikel 6, derde lid, van het ontwerp de beheerder kan verplichten aanvullende maatregelen te nemen inzake de veiligheid van het net, is geen voldoende reden om aan te nemen dat de minister politiek verantwoordelijk zou zijn voor de door die beheerder uitgevaardigde reglementen, ten eerste omdat de minister alleen aanvullende regels zal kunnen opleggen, en ten tweede omdat ook zijn gevolmachtigde, die niet politiek verantwoordelijk is, ook die regels zou kunnen opleggen.

(1) Zie inzonderheid advies L. 21.755/2, Gedr. St. Senaat 92/93, nr. 616/1 van 15 januari 1993, blz. 2 tot 6, arrest nr. 54.133 van 30 juni 1995, "Association belge des médecins-conseil d'assurances", en arrest nr. 54.802 van 16 augustus 1995, REISINGER en PICARD.

(2) De door de N.M.B.S. uitgevaardigde reglementen zullen verbindend zijn, niet alleen voor categorieën van personen, zoals de buitenlandse maatschappijen, de personeelsleden die van het net gebruikmaken (zie inzonderheid de artikelen 16 en 17 van het ontwerp), maar ook voor de treinreizigers of zelfs derden die de verordeningbepalingen zouden kunnen aanvoeren om inzonderheid de beheerder of buitenlandse spoorwegmaatschappijen die van het Belgische net gebruik mogen maken, aansprakelijk te stellen.

Bovendien zouden de door de beheerder uitgevaardigde reglementen volgens de ontworpen tekst niet met naleving van de wettelijke vormvoorschriften worden bekendgemaakt; zij zouden alleen aan bepaalde belanghebbenden worden meegedeeld, namelijk aan de personeelsleden van de N.M.B.S. en aan die van de buitenlandse maatschappijen.

De voormelde bepalingen van het ontwerp behoren in het licht van deze opmerking grondig te worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikelen 9 tot 11.

Artikel 8, eerste alinea, van richtlijn 91/440 bepaalt dat "de beheerder van de infrastructuur ... voor het gebruik van de door hem beheerde spoorweginfrastructuur een vergoeding (toepast)".

Het ontworpen besluit bepaalt in dat opzicht :

- dat voor alle ritten van de treinen, met inbegrip van de lege ritten, een vergoeding verschuldigd is voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur door de spoorwegondernemingen en de internationale samenwerkingsverbanden (artikel 9) en dat "de wijze van vaststelling van de gebruiksvergoeding later door de Koning zal worden bepaald na raadpleging van de beheerder van de spoorweginfrastructuur" (artikel 10);

.../...

- dat voorts voor de levering van energie en voor de bijzondere prestaties of diensten, van welke aard ook, "inzonderheid geleverd door de beheerder" een bijzondere vergoeding wordt betaald (artikel 11).

Deze ontworpen bepalingen geven aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. Zoals die bepalingen zijn gesteld, maken zij het niet mogelijk vast te stellen of de vergoeding die men wil opleggen wel de juiste tegenwaarde vertegenwoordigt van de verleende dienst, zoals wordt vereist door artikel 8, tweede alinea, van de richtlijn, dat als volgt luidt :

"In de gebruiksvergoeding, die zodanig wordt berekend dat iedere discriminatie tussen spoorwegondernemingen wordt vermeden, kan met name rekening worden gehouden met de kilometrage, de samenstelling van de trein en met specifieke factoren als snelheid, asdruk en de intensiteit waarmee, of de periode waarin, van de infrastructuur gebruik wordt gemaakt".

Als zulks niet het geval is, wordt erop gewezen dat de maatregelen belastingen zouden blijken te zijn, waardoor het nodig zou zijn artikel 170, § 1, van de Grondwet na te leven, volgens welk artikel alleen de wetgever bevoegd is om belastingen in te voeren.

.../...

Tevens wordt erop gewezen dat krachtens artikel 1 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985 en van 28 juli 1987, wanneer de Koning het bedrag van de vergoeding en de onderscheiden elementen betreffende de vaststelling en de inning ervan bepaalt, over de koninklijke besluiten die Hij uitvaardigt ook overleg in de Ministerraad moet plaatsvinden, daar die besluiten op dezelfde wijze als dit besluit een omzetting van de richtlijn zullen vormen.

2. Volgens de uitleg die de gemachtigden van de minister hebben gegeven, strekt artikel 11 van het ontwerp ertoe de N.M.B.S. aan de gebruikers van het Belgische net specifieke prestaties te laten aanrekenen die niet in de vergoeding vervat zouden zijn. In dat verband wordt gepreciseerd dat die specifieke prestaties volgens contract in rekening zouden worden gebracht.

Ongerekend het feit dat de richtlijn niet in zulk een aanrekenen voorziet, maakt de omstandigheid dat het aanrekenen volgens contract zou geschieden die bepaling overbodig.

Als de stellers van het ontwerp de bepaling willen behouden, zou zij op zijn minst moeten worden herzien om aan te geven dat de specifieke prestaties in kwestie alleen volgens contract kunnen worden aangerekend, ten einde de bedoelingen van de stellers van het ontwerp duidelijk tot uiting te laten komen en aldus moeilijkheden bij de interpretatie te voorkomen.

.../...

Artikel 14.

De gemachtigden van de minister hebben ermee ingestemd dat moet worden gepreciseerd dat de in deze bepaling bedoelde voorwaarden betrekking hebben op de "veiligheid" van de infrastructuur.

Artikel 15.

Deze bepaling, die is opgesteld op de voet van artikel 7, punt 1, tweede alinea, van richtlijn 91/440, strekt ertoe een grote bevoegdheid van administratieve politie op te dragen aan de N.M.B.S., die bevoegd wordt gemaakt om een rijverbod op te leggen voor alle spoorwegmaterieel dat zij ongeschikt acht, inzonderheid in het licht van de internationale regelgeving.

De Raad van State merkt in de eerste plaats op dat die bevoegdheid aan de N.M.B.S. wordt opgedragen zonder dat wordt verwezen naar een precieze bepaling waarbij een politiebevoegdheid wordt toegekend aan een of meer organen die bevoegd zijn om over het voorgenomen verbod te beslissen; hij stelt tevens vast dat voor dat verbod geen minimale procedurele garantie bestaat. Bovendien zijn niet alle teksten vermeld op basis waarvan de geschiktheid van het materieel om het Belgische net te rijden, kan worden beoordeeld, aangezien de term "inzonderheid" inhoudt dat de opsomming niet exhaustief is; overigens zou het "Verdrag van de Technische Eenheid van de spoorwegen", dat tijdens de

.../...

vorige eeuw op een onbekende datum is gesloten, voor het ogenblik "zoek" zijn; de Internationale Spoorwegunie gebruikt dat voor het opstellen van de technische gegevens die de geschiktheid van het spoorwagematerieel regelen om de netten te gebruiken; het "Regolemento Internazionale Carrozzi" en het "Regolemento Internazionale Veicoli", hunnerzijds, zijn privé-overeenkomsten onder spoorwegmaatschappijen; bovendien is met het verdrag en met de wijzigingen die in dat verdrag mogelijk zijn aangebracht geen goedkeuringsprocedure gemoeid geweest en de privé-overeenkomsten zijn niet opgenomen in internationale overeenkomsten waarvoor zulk een procedure verplicht is; die teksten zijn dan ook niet bindend.

Bovendien zou, mocht de N.M.B.S. zelf andere teksten in dat verband opstellen, het bezwaar gelden dat in de algemene opmerking is gemaakt.

Artikel 19.

De gemachtigden van de minister hebben ermee ingestemd dat, overeenkomstig richtlijn 91/440 behoort te worden gepreciseerd dat de technische overeenkomsten waarvan in deze bepaling sprake is, op de regeling en de veiligheid van het verkeer betrekking hebben.

.../...

Artikelen 21 en 23.

De stellers van het ontwerp dienen erop toe te zien dat artikel 3bis, § 1, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt nageleefd door de ontworpen tekst, voor hij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, mee te delen aan de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan die van de Senaat.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is slecht gesteld of op zijn minst voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld is het elfde lid van de aanhef zo stuntelig gesteld uit een oogpunt van zinsbouw en correct taalgebruik dat het lid onbegrijpelijk is, ten gevolge van onder meer de volgende fouten : "Gelet op de dringendheid wordt gemotiveerd"; "de omzetting van de richtlijn naar Belgisch recht" in plaats van "in het Belgisch recht"; "een beslissing ... (aannemen)" in plaats van "nemen". Voorts bevat het ontwerp talrijke taalongerechtigheden van het soort waar al vaak de aandacht op gevestigd is, zoals bij voorbeeld "de financiering ... voorzien" (zelfde lid); "in toepassing van" (twaalfde lid); "gebeurt" (art. 4); "Hebben een toegangsrecht tot" (art. 12); "verantwoordelijkheid voor de schade" (art. 15); "conform aan" (idem); "een getuigschrift voorleggen" (art. 16); "een getuigschrift afleveren" (idem). De Nederlandse tekst van het ontwerp zou dan ook grondig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,
P. GOTHOT,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par
M. M. BAUWENS, auditeur adjoint.
La note du Bureau de
coordination a été rédigée et
exposée par M. L. DETROUX,
référéndaire adjoint.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uit-
gebracht door de H. M. BAUWENS,
adjunct-auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. L. DETROUX, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.